

Niveau(x) d'enseignement: 7
Centre d'intérêt: 100

Numéro EDUQ : 9370607

Mouvement pour l'enseignement privé.

L'avenir de l'enseignement collégial : mémoire à la Commission
parlementaire de l'Assemblée nationale / Mouvement pour l'enseignement
privé. -- Montréal : Le Mouvement, 1992.

26 p. ; 28 cm + résumé (v p.).

Descripteur(s): Enseignement collégial * Opinion des parents * Autonomie
* Financement * Mémoire

S'en tenant à des considérations concrètes reflétant l'expérience
vécue de ses membres, le MEP questionne, dans son mémoire, les
caractéristiques fondamentales de l'enseignement collégial. Il propose
trois pistes de réflexion: 1- un diagnostic de la situation à partir de
quelques faits troublants et quelques interrogations; 2- les attentes des
parents en ce qui a trait à l'enseignement collégial: un enseignement
personnalisé, une formation de qualité et une formule économique; 3- une
suggestion globale en trois volets susceptibles de répondre à ces
attentes: l'autonomie des établissements, le libre choix des usagers et
un mode de financement centré sur l'individu.

Type de document:

MF N: 1096

9370607

Mouvement pour l'enseignement privé

M É M O I R E



À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

septembre 1992

Mouvement pour l'enseignement privé

M É M O I R E



À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

septembre 1992

LE MOUVEMENT POUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

- Fondé en 1983 dans le contexte des restrictions financières dues à la Loi 11 de 1981 ainsi que dans celui de la récession, le MEP regroupe en sept régions autonomes environ 30 000 des 100 000 familles dont les enfants fréquentent l'école privée, et sert de porte-parole aux parents.
- Ses objectifs sont la défense de la liberté du choix de l'école ainsi que la promotion et le développement de l'enseignement privé.
- Jusqu'à ce jour, le MEP a tenu quatre congrès provinciaux.
- Il publie quatre fois l'an INFOMEPE, un journal d'information destiné à ses membres.
- Le MEP travaille en étroite collaboration avec les autres associations de l'enseignement privé, dont quatre ont un représentant à son conseil d'administration.

Siège social: 1940 boul. Henri-Bourassa Est
Montréal (Qué)
H2B 1S2
Tél.: (514) 381-8891
Fax: (514) 381-4086

Président: M. Yvon Robert
Secrétaire général: M. Rosaire Legault

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
PRÉAMBULE	1
Notre spécificité	2
Une approche pragmatique	3
1.0 - NOTRE DIAGNOSTIC	4
1.1 - QUELQUES FAITS TROUBLANTS	5
1.2 - NOS INTERROGATIONS	10
1.3 - DIAGNOSTIC: insatisfaction généralisée à l'endroit des cégeps	14
2.0 - CE QUE LES PARENTS RECHERCHENT	15
Un enseignement personnalisé	16
Une formation de qualité	17
Une formule économique	18
3.0 - PISTE POUR L'AVENIR	19
3.1 - L'AUTONOMIE DES INSTITUTIONS	20
3.2 - LE LIBRE CHOIX DES USAGERS	22
3.3 - UN MODE DE FINANCEMENT CENTRÉ SUR L'INDIVIDU	22
CONCLUSION	26

Mémoire
MOUVEMENT POUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

PRÉAMBULE

En mars dernier, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, demandait que la Commission de l'éducation entreprenne une consultation générale sur l'enseignement collégial, touchant aussi bien les programmes que les secteurs et les niveaux de formation. Bref, il s'agissait ni plus ni moins que de «réactualiser les grands objectifs fixés dans le rapport Parent».

C'est dans cet esprit que le Mouvement pour l'enseignement privé (MEP) se présente aujourd'hui devant votre commission parlementaire spéciale sur l'avenir de l'enseignement collégial.

D'entrée de jeu, nous tenons à exprimer notre accord avec la démarche de la ministre de l'Enseignement supérieur. Vingt-cinq ans après la création des cégeps, en effet, cette réflexion collective nous semble des plus pertinentes.

Le Mouvement pour l'enseignement privé célébrera son dixième anniversaire de fondation en 1993. Au fil des ans, le Mouvement est devenu un interlocuteur privilégié de l'État pour tout ce qui a trait à l'éducation. Nous déposons ici notre troisième mémoire au Gouvernement du Québec, après celui de 1986 sur le financement universitaire et celui de 1991, sur le projet de loi 141.

Notre spécificité

Le MEP parle au nom des parents. Dans le concert des groupes et des organismes qui défilèrent devant la Commission, cette spécificité nous semble importante.

Nos quelque 30 000 membres sont en effet, en grande majorité, des parents dont les enfants fréquentent actuellement le préscolaire, le primaire ou le secondaire privés. Ces enfants feront partie de la prochaine génération de collégiens, celle justement pour laquelle la ministre de l'Enseignement supérieur a commandé cet exercice de réflexion collective.

Les parents membres du MEP ne sont pas plus fortunés que la moyenne. Leur trait propre, c'est de placer l'éducation au sommet de leurs priorités. Pour pouvoir envoyer leurs enfants dans l'école qui leur paraît offrir les meilleures garanties de qualité, ils acceptent d'être triplement taxés: en plus de payer, comme tout le monde, l'impôt sur le revenu et l'impôt scolaire, ils paient aussi d'importants frais de scolarité.

Il est donc impérieux, dans la réflexion actuelle concernant l'avenir de l'enseignement collégial, de faire entendre leur voix. À travers les préoccupations de nos membres, vous retrouverez, nous en sommes convaincus, celles de l'ensemble des parents du Québec, que leurs enfants soient inscrits dans une école publique ou dans une école privée.

Une approche pragmatique

Les parents ne font pas de théorie. Lorsqu'il s'agit de l'avenir de son enfant, en effet, on devient terriblement pragmatique. Aussi allons-nous nous en tenir à des considérations concrètes qui sourcent de l'expérience vécue de nos membres.

C'est aussi par souci de pragmatisme que le MEP a choisi d'améliorer ce qui existe plutôt que de se lancer dans de grandes remises en question existentielles. Nous partons du fait que les collèges existent, qu'ils sont évidemment et éminemment perfectibles, et qu'il faut essayer d'en tirer le meilleur usage possible.

En assemblée générale ou lors de conversations informelles, nos membres soulèvent régulièrement des faits troublants à propos des cégeps, ce qui les amène à en questionner les caractéristiques fondamentales. Notre mémoire comportera trois parties:

- dans sa première partie, il fera écho à leurs inquiétudes concrètes et à leurs interrogations et établira un diagnostic de la situation;
- dans la deuxième partie, nous exprimerons nos attentes d'usagers-contribuables en matière d'enseignement collégial;
- enfin, la troisième partie du mémoire, intitulée «piste pour l'avenir», proposera à votre réflexion une suggestion globale en trois volets susceptible, croyons-nous, de permettre aux collèges, tant publics que privés, de satisfaire aux attentes des usagers-contribuables.

1.0 - NOTRE DIAGNOSTIC

1.1 - QUELQUES FAITS TROUBLANTS

On avait confié deux rôles au cégep: démocratiser l'enseignement et assurer des apprentissages de qualité. Effectivement, grâce à leur dispersion et à toutes sortes de mesures (logement, transport, aide financière), les cégeps ont amélioré considérablement l'accès aux études postsecondaires. Ils ont aussi pris des moyens innovateurs pour favoriser l'apprentissage chez les élèves plus faibles.

Par ailleurs, la contribution sociale des cégeps, surtout en région, n'est pas dédaignable. On y trouve souvent la bibliothèque, la salle de spectacle ou la piscine de la municipalité, et même la radio locale. Les cégeps sont un ferment culturel important à l'extérieur des grands centres urbains et dans leur quartier. Ils font vraiment partie du tissu social de leur milieu.

La préoccupation première de nos membres, et la raison d'être du MEP, cependant, c'est la qualité en éducation. Nous arrivons au second rôle dévolu au cégep: assurer des apprentissages de qualité. Or, sous cet éclairage, l'enseignement collégial n'est pas sans susciter des inquiétudes.

Voici quelques faits troublants soulevés par nos membres à ce propos.

- **Le ministre signe des diplômes en blanc.**

Quelle est la valeur réelle du diplôme obtenu dans un cégep? Quelles sont les connaissances acquises par son détenteur? Le ministre n'a aucun moyen de le vérifier, de l'aveu même des deux derniers titulaires de l'Enseignement supérieur. Il signe donc des diplômes en blanc. À l'origine, le régime pédagogique précisait que chaque cours devait comporter un examen final «sous la responsabilité de l'État». Le ministère pouvait donc, en théorie, vérifier les plans de cours, les travaux des élèves, les examens de fin de session et même, au besoin, faire passer des examens nationaux. Cela ne s'est pas fait. L'évaluation des apprentissages est devenue la chasse gardée des professeurs, pour ne pas dire de chaque professeur, au détriment, faut-il le préciser, de la fiabilité et de la crédibilité des diplômes.

- **Le décrochage est inquiétant.**

Le collégial compte 40 % de décrochage. C'est ni mieux ni pire qu'au secondaire. Admettons au moins que c'est inquiétant. D'autant plus que la réalité, nous en sommes convaincus, est pire que cela encore. Plusieurs parents qui enseignent au collégial nous ont dit que 60 % des élèves inscrits au professionnel n'obtiennent pas leur DEC. Si tel est le cas, il faudrait alors parler d'une «hécatombe». Ce n'est pas sans raison qu'on rêve de plus en plus aux anciennes écoles techniques.

- **Le cégep a du mal à remplir sa mission première qui est de former une majorité d'élèves dans les programmes professionnels.**

Le rapport Parent prévoyait que 60 % des diplômés seraient des élèves inscrits dans des programmes professionnels. C'est l'inverse qui s'est produit. En 1990, dans les collèges publics, 36 % seulement des DEC ont été obtenus par des élèves du professionnel, alors que cette proportion était de 26 % dans les collèges privés.

- **Le cégep général a du mal à stimuler les jeunes vers la réussite universitaire.**

Le Québec continue à tirer de l'arrière par rapport au reste du continent pour ce qui est du taux de fréquentation universitaire: à peine 30 % des jeunes de 20 ans atteignent l'université. Pour sa part, le taux d'abandon des études postsecondaires reste très élevé. Qu'on en juge: seulement 14,2 % des diplômés du secondaire obtiennent un bac, soit le même pourcentage que les Noirs aux États-Unis, où la moyenne générale est de 20 %. Les Américains visent entre 30 et 35 %. Nous sommes vraiment loin du compte!

Le Québec vient aussi derrière l'Ontario et tous les États américains environnants pour ce qui est des études de deuxième et de troisième cycles.

Loin de nous l'idée d'en imputer la responsabilité au cégep seulement. Mais force est de constater que son influence tarde à corriger cette lacune collective.

- **La formation fondamentale et la culture générale acquises au cégep ne rassurent pas la population et ne semblent pas satisfaire les universités.**

Les programmes de formation générale préparent, par définition, aux études universitaires. C'est même leur seule raison d'être. Là-dessus, nous aimerions citer M. Jacques Bachand, directeur du service des études de premier cycle à l'Université du Québec (L'Actualité, vol. 17 no 7, 1er mai 1992, page 77):

«Beaucoup d'universitaires constatent l'échec du cégep général dans ce qu'il a de plus essentiel: la formation fondamentale, que le régime pédagogique associe surtout à la philosophie et à la littérature, les deux matières que les élèves semblent apprendre à détester au cégep! Ancien professeur de philosophie, je peux témoigner qu'à leur arrivée à l'université, bon nombre de cégépiens ne savent pas qui est Descartes.

«Nos professeurs disent que la plupart des cégépiens qui leur arrivent ne savent pas écrire, n'ont pas appris à penser, n'ont aucune méthode de travail, ne lisent pas l'anglais, ignorent ce qu'est l'effort intellectuel... Près de 50 % échouent nos tests d'entrée en français écrit. Les universités sont forcées de donner des cours de français du niveau de secondaire 5.»

Le retour en force des adultes aux études collégiales cette année n'est pas dû qu'à la récession économique. Il y a dans ce phénomène un constat d'insuffisance de la formation reçue, qui s'est révélée à l'usage peu adaptée à l'évolution du marché du travail.

Beaucoup de parents remettent en question l'influence des deux années passées au collégial par leur enfant, en particulier dans le programme des sciences humaines. «Le collégial fait perdre à nos jeunes les bonnes habitudes de travail acquises au secondaire privé, disent-ils. Ayant l'impression d'être en vacances perpétuelles, ils perdent leur élan. Il s'ensuit une grande démotivation.»

Nous espérons que le nouveau programme de sciences humaines en vigueur depuis septembre dernier corrigera la situation.

- Dans les faits, les cégeps ont du mal à se faire reconnaître par les universités.

L'université fait comme si les cégeps n'existaient pas. Les jeunes nous le disent. Et il n'y a qu'à voir. Les universités recommencent presque tout à zéro: introduction à ceci, introduction à cela. Elles reprennent même les cours qu'elles imposent aux cégeps, souvent avec les mêmes manuels. Pour bon nombre d'universitaires, le cégep se résume à deux années où l'on attend de devenir adulte.

Tous ces faits troublants contribuent à entretenir, chez les parents, un profond et persistant malaise à l'endroit des cégeps.

1.2 - NOS INTERROGATIONS

Les parents sont aussi des contribuables. Le système collégial coûte annuellement un milliard et demi de dollars. C'est beaucoup. C'est trop même. Comment justifier aux yeux des contribuables québécois qu'un cégepien coûte 8 130 \$ par année, alors que l'équivalent en Ontario et aux États-Unis (13e année) est de 5 000 \$ et 4 000 \$ respectivement?

En plus de créer une couche de bureaucrates supplémentaire, n'en sommes-nous pas venus, comme société, à consentir aux professeurs de ce niveau un régime universitaire pour enseigner à des jeunes en âge d'être encore au secondaire?

Bref, le jeu en vaut-il la chandelle?

Les parents s'interrogent. Les deux postulats qui constituent le coeur même du cégep ne sont pas épargnés.

- **Inconfort de ce niveau intermédiaire coincé entre le secondaire et l'université.**

D'ailleurs, le Québec reste probablement la seule société à avoir, entre l'école secondaire et l'université, une parenthèse collégiale. Ce fleuron du rapport Parent n'a trouvé imitateur nulle part en Occident. Dans le reste de l'Amérique du Nord et dans la plupart des pays européens, en effet, le cours secondaire dure une année de plus et le bac universitaire s'obtient en quatre ans (au lieu de trois comme ici). Serions-nous les seuls à avoir raison?

1.2 - NOS INTERROGATIONS

Les parents sont aussi des contribuables. Le système collégial coûte annuellement un milliard et demi de dollars. C'est beaucoup. C'est trop même. Comment justifier aux yeux des contribuables québécois qu'un cégepien coûte 8 130 \$ par année, alors que l'équivalent en Ontario et aux États-Unis (13e année) est de 5 000 \$ et 4 000 \$ respectivement?

En plus de créer une couche de bureaucrates supplémentaire, n'en sommes-nous pas venus, comme société, à consentir aux professeurs de ce niveau un régime universitaire pour enseigner à des jeunes en âge d'être encore au secondaire?

Bref, le jeu en vaut-il la chandelle?

Les parents s'interrogent. Les deux postulats qui constituent le coeur même du cégep ne sont pas épargnés.

- **Inconfort de ce niveau intermédiaire coincé entre le secondaire et l'université.**

D'ailleurs, le Québec reste probablement la seule société à avoir, entre l'école secondaire et l'université, une parenthèse collégiale. Ce fleuron du rapport Parent n'a trouvé imitateur nulle part en Occident. Dans le reste de l'Amérique du Nord et dans la plupart des pays européens, en effet, le cours secondaire dure une année de plus et le bac universitaire s'obtient en quatre ans (au lieu de trois comme ici). Serions-nous les seuls à avoir raison?

Par ailleurs, la frontière entre le collégial et les deux niveaux d'enseignement qui l'entourent n'est pas claire du tout.

En dépit d'une législation explicite, les cégeps ont du mal, depuis le début, à délimiter leur territoire. On se marche sur les pieds au niveau des programmes et on se dispute la même clientèle. Comme toutes ces institutions sont subventionnées au nombre d'élèves, la présence d'un niveau intermédiaire finit par coûter cher aux contribuables.

Enfin, les parents peuvent en témoigner: le passage au cégep est trop rapide pour que les jeunes aient le temps de développer un véritable sentiment d'appartenance. On peut toujours, comme certains groupes, feindre de minimiser ou même d'ignorer cet aspect, mais personne ne nous fera jamais croire qu'il s'agit là de quelque chose de bénéfique. Créer un sentiment d'appartenance en deux ou trois ans est-il réaliste? En tout cas, c'est un grand défi.

- **Difficile ménage sous un même toit du «général» et du «professionnel».**

Cette cohabitation n'a pas toujours existé. Dans le Québec d'avant la réforme scolaire, les écoles techniques étaient des entités séparées et spécialisées. C'était la même chose pour les écoles de métiers qui étaient séparées des écoles secondaires offrant la formation générale. Beaucoup d'entreprises et de parents évoquent ce passé avec nostalgie. Tout cela a été emporté par le beau rêve de la polyvalence.

Au collégial général, les inconvénients de ce ménage sont nombreux. Qu'il suffise de mentionner que les professeurs de français ou de philosophie, à qui incombe au premier chef la formation générale, se retrouvent devant des groupes hétérogènes culturellement et intellectuellement. Le jeune du professionnel, on le sait, a l'esprit plus pratique et désire un cours concret, axé sur l'apprentissage minimal de la langue. Pour ne pas perdre une partie de leur classe, ces professeurs doivent ramener leur enseignement au plus bas commun dénominateur. Or, qui trop embrasse mal étreint.

Encore une fois, le poids de la réalité et du bon sens est en train de retourner la situation. Il n'y a qu'à observer. Le secondaire est quasiment revenu à la situation d'avant le rapport Parent. Les commissions scolaires recréent des écoles de métiers séparées et vouent les autres à la formation générale.

Au collégial, parmi les institutions les mieux cotées, figurent les collèges privés de bureautique et d'autres institutions comme l'Institut Teccart pour l'électronique, le collège Lasalle pour la mode, l'École de marine de Rimouski... Le cégep Édouard-Montpetit est surtout reconnu pour son école d'aéronautique, qui fonctionne pratiquement comme une entité autonome.

Les parents ne sont pas étrangers à ce que certains bureaucrates appellent un «retour en arrière». Pour notre part, nous y voyons plutôt une «renaissance» qui, pour l'instant, se fait en douceur, sans bouleversement.

En Ontario, les «community colleges» - qui, soit dit en passant, célèbrent aussi leur 25e anniversaire cette année - sont de vrais collègues professionnels, puissants, capables de faire un travail efficace. L'argent qu'ils reçoivent sert uniquement à la formation professionnelle. Ne serait-il pas souhaitable que le Québec s'en inspire un peu?

-- -- --

1.3 - DIAGNOSTIC: insatisfaction généralisée à l'endroit des cégeps

Le fait est là, brutal, incontournable: 25 ans après leur création, les cégeps suscitent une profonde insatisfaction dans la population.

Un récent sondage commandé par la Fédération des cégeps, dont les résultats ont été divulgués le 16 septembre dernier, vient de le confirmer encore une fois: 66 % des répondants souhaitent la modification des institutions collégiales en place depuis 1967, alors que 27 % seulement plaident pour qu'on les maintienne dans leur forme actuelle.

Ces résultats reflètent l'opinion de nos membres.

Si le diagnostic fait l'objet d'un large consensus, il n'en est pas de même, cependant, pour la nature ou l'ampleur des modifications souhaitées. Ni dans la société, ni chez nos membres. Certains souhaitent l'abolition pure et simple du collégial. Pour cela, il suffirait d'ajouter une sixième année au secondaire et une année préparatoire à l'université. La chose est donc pensable et faisable. Là n'est pas la question.

Mais, comme nous l'avons indiqué au début de notre mémoire, nous avons choisi, par souci de pragmatisme, d'essayer d'améliorer ce qui existe plutôt que de tout chambarder. Nous partons donc du fait que les collèges existent, qu'ils sont perfectibles et que nous devons en tirer le meilleur usage possible.

2.0 - CE QUE LES PARENTS RECHERCHENT

Qu'attendent les usagers-contribuables des institutions collégiales? La même chose que de n'importe quel autre service: qu'il soit **personnalisé, de qualité et économique**. Notre intention n'est pas d'opposer les collèges privés aux collèges publics. Mais nous avons la conviction que ce sont les collèges privés qui satisfont le mieux à ces exigences.

- **Un enseignement personnalisé**

L'un après l'autre, avec une régularité de montre suisse, les sondages le répètent: les parents et les usagers désirent une école à dimension humaine, qui assure un bon encadrement des élèves, qui crée une atmosphère propice à l'étude et, enfin, qui inculque une bonne discipline de travail.

Les écoles publiques qui réussissent recréent cet univers pédagogique et humain. Mais, il faut bien l'admettre, ces caractéristiques sont d'abord celles de l'école privée. Voilà qui explique qu'en dépit des frais de scolarité de plus en plus élevés, le nombre d'élèves fréquentant l'ensemble du secteur privé a augmenté de 13,66 % depuis dix ans, alors que l'ensemble du secteur public voyait ses effectifs décroître de presque autant.

Au collégial seulement, depuis dix ans, le nombre d'élèves fréquentant le privé est passé de 15 040 à 19 514, soit une augmentation de 30 %, alors que les collèges publics, pour leur part, augmentaient leur nombre d'élèves de 15 %.

- **Une formation de qualité**

Les parents désirent sans exception la meilleure formation possible pour leurs enfants.

Or, sur ce plan aussi, il faut reconnaître que les institutions privées ont une longueur d'avance sur les écoles publiques. Les parents voient le privé comme la nouvelle filière classique. Ce n'est pas sans raison, croyons-nous, que les seules institutions québécoises à offrir le Baccalauréat international soient deux collèges privés: le Petit séminaire de Québec et le collège Jean-de-Brébeuf.

Au secondaire, par exemple, les résultats annuels aux examens officiels du ministère de l'Éducation confirment, année après année, la réputation d'excellence des écoles secondaires privées.

Il n'y a pas de tels examens au niveau collégial. Cependant, depuis deux ans, trois classements indépendants (ceux du magazine L'Actualité en janvier 1991 et en mai 1992, ainsi que celui de l'Université de Montréal en juillet 1991) placent les collèges privés dans le peloton de tête, tant pour la qualité de l'enseignement et de l'encadrement des élèves que pour leur performance ultérieure à l'université.

- **Une formule économique**

L'école coûte cher, trop cher même, aux yeux des contribuables. Or, en faisant assumer par l'usager une partie de ses frais de formation, l'enseignement privé en général épargne au Trésor québécois au moins 300 millions de dollars par année.

Les collèges? En 1991-92, le total de la subvention pour un élève d'un collège privé inscrit à l'enseignement régulier était de 3 850 \$. Si ce même élève s'était inscrit dans un collège public, il aurait coûté aux contribuables environ 8 000 \$.

C'est ainsi que les collèges privés, avec leurs quelque 20 000 élèves épargnent plus de 80 millions de dollars par année aux contribuables.

-- -- --

Force est donc de constater que ce sont les collèges privés qui satisfont le mieux à ces exigences des usagers-contribuables. Nous ne l'affirmons pas pour décrier ou dénigrer les collèges publics. Bien au contraire! Ce qui est en cause, c'est le système bureaucratique qui enserme les institutions, et non les institutions elles-mêmes. En fait, la réussite du privé, et la forte reconnaissance dont il bénéficie dans le public, viennent de ce qu'il a réussi à conserver des bribes d'autonomie.

La voie de l'avenir nous apparaît ainsi toute tracée d'avance: étendre à l'école publique les valeurs qui inspirent l'école privée. Reprivatiser, d'une certaine manière, les institutions collégiales.

3.0 - PISTE POUR L'AVENIR

Le Mouvement pour l'enseignement privé n'a pas la prétention de posséder la vérité infuse ni des solutions toutes faites. Nous constatons simplement que les écoles privées satisfont davantage aux exigences de l'ensemble des parents. D'ailleurs, les sondages le démontrent régulièrement: si ce n'était des frais de scolarité, la moitié des parents choisirait l'école privée pour leur enfant.

Un enseignement collégial de qualité, conforme aux attentes diversifiées et élevées des parents et des usagers, suppose un retour aux valeurs qui animent le privé, soit:

- **l'autonomie des institutions**
- **le libre choix des usagers**

L'autonomie des institutions et le libre choix seront des mots vides si on ne modifie pas le mode de financement actuel. Il faut donc penser à:

- **un mode de financement qui rende ce libre choix réel**

3.1 - L'AUTONOMIE DES INSTITUTIONS

À la faveur de la réforme scolaire, l'État québécois est passé, en une génération, de son rôle d'arbitre ou d'évaluateur à un rôle de «maître d'école». Nous avons assisté, depuis 30 ans, à une centralisation excessive du pouvoir sur l'école et ce, au nom de la rationalisation et du bien commun. L'école québécoise au grand complet souffre de cette action uniformisatrice de la bureaucratie.

Les cégeps en sont une belle illustration. Les directions locales ont des pouvoirs tellement limités sur l'organisation scolaire et l'orientation pédagogique. La composition de son conseil d'administration et les projets de développement doivent être approuvés par le ministre, les programmes, décidés par la coordination provinciale, le moindre investissement, autorisé. Normes et contrôles finissent par paralyser l'institution.

C'est cette centralisation excessive qui est la cause première des principaux ratés de notre système scolaire. À l'esprit de système et au monopole d'État, il faut opposer l'autonomie réelle des institutions scolaires les plus proches des individus: les commissions scolaires, les cégeps (si on leur donne enfin le statut de corporations autonomes promis à l'origine), les universités et, bien sûr, les écoles et collèges privés.

La règle est simple: le vrai responsable doit être, dans tous les cas, le plus proche possible du demandeur de services et c'est le demandeur lui-même qui doit sanctionner ses décisions. Il ne s'agit donc pas d'une simple décentralisation administrative, mais de redonner l'école aux usagers et aux directions locales. Depuis des années, tant bien que mal, les collèges privés se battent pour préserver leurs quelques bribes de liberté et éviter de devenir un établissement-succursale.

Il faut que l'autorité réelle sur l'orientation et l'organisation pédagogiques se trouve dorénavant dans chaque collège, qu'il soit public ou privé.

3.2 - LE LIBRE CHOIX DES USAGERS

Des collèges autonomes, cela signifie des collèges différents les uns des autres quant à l'orientation et à l'organisation de l'enseignement. Le corollaire, c'est l'existence d'une concurrence directe entre eux, encore une fois qu'ils soient publics ou privés.

Une école de qualité, en effet, suppose le libre choix des usagers. L'émulation entre collèges libres ne peut qu'entraîner des exigences plus élevées. Pour se développer, en effet, les collèges autonomes devront se montrer sensibles à leur milieu et à leur clientèle. Il en découlera une grande diversité d'institutions.

C'est le choix de l'utilisateur qui deviendra la sanction ultime auprès de l'administration des collèges.

La liberté de l'éducation n'est pas un privilège consenti à des citoyens par l'État et aux conditions de l'État, mais un droit démocratique. Dans une société démocratique, l'État est au service des citoyens libres, et non l'inverse.

3.3 - UN MODE DE FINANCEMENT CENTRÉ SUR L'INDIVIDU

Comme nous l'avons dit plus haut, l'autonomie et le libre choix seront des mots vides de sens si on ne modifie pas le mode de financement actuel. Le financement direct des collèges s'est révélé, dans la pratique, une espèce de cheval de Troie permettant à l'État de les investir et de les contrôler.

Il existe des moyens d'assurer une redistribution du produit de l'impôt qui tiennent compte de la diversité des besoins et des situations et qui respectent l'autonomie des institutions, qu'elles soient publiques ou privées. Le Mouvement pour l'enseignement privé propose, depuis 1985, la formule d'un «bon d'éducation». Selon cette formule, la subvention destinée à soutenir les études d'un individu est versée à l'individu lui-même et non directement à l'institution.

Au fond, le pas à franchir n'est pas si grand. L'État québécois reconnaît déjà que sa subvention pour l'enseignement est rattachée à l'élève, non à l'institution. Elle ne va à l'institution, en effet, que parce qu'elle suit l'élève et non pour perpétuer l'institution elle-même.

L'idée n'est pas nouvelle: beaucoup d'États américains, dont le Vermont, ont adopté le bon d'éducation depuis longtemps. Par ailleurs, des groupes aussi sérieux que la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, en 1985, (le rapport McDonald) et le Groupe de travail sur la révision des fonctions et des organisations gouvernementales, en 1986, s'en sont fait les promoteurs.

Le candidat à des études collégiales demanderait donc à l'État un bon d'éducation émis à son nom (après les vérifications d'usage) et que l'individu verserait à l'institution de son choix. Ce **financement de base**, le même pour tous, servirait à payer une partie des frais d'inscription.

Le corollaire du bon d'éducation, c'est qu'il y aurait des frais de scolarité dans tous les collèges, privés ou publics. Et ces frais varieraient d'un collège à l'autre. Il est normal, croyons-nous, que l'individu participe financièrement à l'acquisition d'une formation qui, contrairement à l'enseignement obligatoire, lui donnera un avantage individuel pour le reste de sa vie.

Pour les étudiants qui n'ont pas les moyens de payer la différence entre le montant du bon d'éducation et les frais de scolarité, nous proposons un système de prêts-bourses approprié. Comme autre mesure, nous proposons que les frais de scolarité deviennent déductibles des impôts dans tous les cas, tant pour les parents que pour les étudiants eux-mêmes.

On constaterait alors, tout naturellement, une grande diversité entre les collèges en fonction des coûts et de la nature des programmes dispensés. Cette diversité serait le fondement même du libre choix du collège.

«Certains, écrivent les auteurs du rapport McDonald, offriraient probablement un enseignement à bas prix, sans fioritures; d'autres, un enseignement intensif, de plus haute qualité. Les deux méthodes sont souhaitables puisqu'elles répondent à un véritable besoin de la société. Certains formeraient un grand nombre d'étudiants ordinaires et, ainsi, rempliraient bien leur rôle. D'autres s'adresseraient à un plus petit nombre, effectueraient des recherches avancées et accompliraient bien leur tâche...»

La conséquence directe de la formule du bon d'éducation, assortie de frais de scolarité dont une partie serait à la charge de l'usager, serait d'obliger les collèves à être plus responsables, plus performants et à répondre aux besoins de leur milieu. Leur survie ou leur développement dépendront directement, en effet, du jugement de la clientèle. Existe-t-il une meilleure garantie de recherche constante de la qualité? Existe-t-il une meilleure façon de rendre les étudiants critiques par rapport à l'enseignement reçu?

Cette formule constitue donc un formidable système de contrôle sur la qualité.

L'instauration du bon d'éducation ne poserait pas de problèmes administratifs graves au collégial et pourrait ensuite être applicable à tout le système scolaire.

CONCLUSION

Le Mouvement pour l'enseignement privé attendra avec impatience les résultats des travaux de votre commission parlementaire. Il ne fait aucun doute dans notre esprit que cet exercice de réflexion collective, entrepris à l'invitation de la ministre, madame Lucienne Robillard, aura un effet bénéfique sur l'avenir de l'enseignement collégial au Québec. À l'orée de l'an 2000, il est pertinent de revoir les tenants et aboutissants de ce chapitre du Rapport Parent.

Interlocuteur de l'État depuis dix ans maintenant, le MEP espère que les élus tiendront compte de l'éclairage particulier apporté par les parents à la réalité des collèges. Comme vous avez pu le constater, notre position générale est beaucoup plus interrogative que revendicatrice.

Les cégeps ont leurs mérites, et nous n'avons pas craint de les souligner. Ils soulèvent aussi de vives inquiétudes, et nous n'avons pas craint, non plus, de les formuler. Soucieux de pragmatisme, cependant, nous nous en sommes tenus à des observations qui relevaient de l'expérience vécue de nos membres. Et nous avons choisi d'améliorer ce qui existe plutôt que de proposer de grands chambardements.

Pour l'essentiel, notre position tient au principe suivant:

Quels que soient les moyens utilisés pour assurer un financement équitable pour tous les usagers, ce financement devra toujours être conséquent avec le respect de la liberté de choix des individus et l'imputabilité du fournisseur de services. Le juste soutien financier associé au choix de l'usager constitue encore la meilleure garantie de qualité de l'école, la meilleure évaluation de ceux qui la font.

MOUVEMENT POUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Résumé du mémoire

PRÉAMBULE

Le Mouvement pour l'enseignement privé (MEP), un interlocuteur privilégié de l'État pour tout ce qui a trait à l'éducation, veut participer à la consultation générale sur l'enseignement collégial demandée par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la science, Mme Lucienne Robillard.

Notre spécificité

Le MEP parle au nom des parents. En effet, la très grande majorité des 30 000 membres du MEP sont les parents d'enfants qui feront partie de la prochaine génération des collégiens. Leurs préoccupations rejoignent celles de l'ensemble des parents du Québec.

Une approche pragmatique

L'approche du MEP est pragmatique: les collèges existent. Il ne s'agit pas de les remettre en question mais plutôt d'essayer d'en tirer le meilleur usage possible.

1.0 - NOTRE DIAGNOSTIC

1.1 - Quelques faits troublants

On avait confié deux rôles au cégep: démocratiser l'enseignement et assurer des apprentissages de qualité.

Grâce à leur dispersion et à toutes sortes de mesures (logement, transport, aide financière), les cégeps ont amélioré considérablement l'accès aux études postsecondaires.

Par contre, en ce qui concerne les apprentissages de qualité, l'enseignement collégial n'est pas sans susciter des inquiétudes sérieuses dont certaines sont relatées ci-après.

- **Le ministre signe des diplômes en blanc.**

L'évaluation des apprentissages est devenue la chasse gardée des professeurs, pour ne pas dire de chaque professeur, au détriment de la fiabilité et de la crédibilité des diplômes.

- **Le décrochage est inquiétant.**

Le collégial compte 40 % de décrochage. Plusieurs parents qui enseignent au collégial nous ont dit que 60 % des élèves inscrits au professionnel n'obtiennent pas leur DEC.

Si tel est le cas, il faudrait alors parler d'une «hécatombe». Ce n'est pas sans raison qu'on rêve de plus en plus aux anciennes écoles techniques.

- **Le cégep a du mal à remplir sa mission première qui est de former une majorité d'élèves dans les programmes professionnels.**

Le rapport Parent prévoyait que 60 % des diplômés seraient des élèves inscrits dans des programmes professionnels. En 1990, dans les collèges publics, 36 % seulement des DEC ont été obtenus par des élèves du professionnel.

- **Le cégep général a du mal à stimuler les jeunes vers la réussite universitaire.**

À peine 30 % des jeunes de 20 ans atteignent l'université.

- **La formation fondamentale et la culture générale acquises au cégep ne rassurent pas la population et ne semblent pas satisfaire les universités.**

D'après M. Jacques Bachand, directeur du service des études de premier cycle à l'Université du Québec, à leur arrivée à l'université, bon nombre de cégépiens ne savent pas qui est Descartes. De plus, dit-il: «Nos professeurs disent que la plupart des cégépiens qui leur arrivent ne savent pas écrire, n'ont pas appris à penser, n'ont aucune méthode de travail, ne lisent pas l'anglais, ignorent ce qu'est l'effort intellectuel... Près de 50 % échouent nos tests d'entrée en français écrit. Les universités sont forcées de donner des cours de français du niveau de secondaire 5.» (L'Actualité, vol. 17 no 7, 1er mai 1992, page 77).

- **Dans les faits, les cégeps ont du mal à se faire reconnaître par les universités.**

L'université fait comme si les cégeps n'existaient pas: elles recommencent presque tout à zéro: introduction à ceci, introduction à cela. Pour bon nombre d'universitaires, le cégep se résume à deux années où l'on attend de devenir adulte.

1.2 - NOS INTERROGATIONS

Le système collégial coûte annuellement un milliard et demi de dollars. Comment justifier aux yeux des contribuables québécois qu'un cégépien coûte 8 130 \$ par année, alors que l'équivalent en Ontario et aux États-Unis (13e année) est de 5 000 \$ et 4 000 \$ respectivement? Bref, le jeu en vaut-il la chandelle? Les parents s'interrogent.

- **Inconfort de ce niveau intermédiaire coincé entre le secondaire et l'université.**

Le Québec reste probablement la seule société à avoir, entre l'école secondaire et l'université, une parenthèse collégiale. Serions-nous les seuls à avoir raison? Par ailleurs, la frontière entre le collégial et les deux niveaux d'enseignement qui l'entourent n'est pas claire du tout.

- **Difficile ménage sous un même toit du «général» et du «professionnel».**

Dans le Québec d'avant la réforme scolaire, les écoles techniques étaient des entités séparées et spécialisées. C'était la même chose pour les écoles de métiers qui étaient séparées des écoles secondaires offrant la formation générale.

Au collégial général, les inconvénients de ce ménage sont nombreux. Qu'il suffise de mentionner que les professeurs de français ou de philosophie, à qui incombe au premier chef la formation générale, se retrouvent devant des groupes hétérogènes culturellement et intellectuellement.

D'ailleurs, les institutions spécialisées sont les mieux cotées: l'Institut Teccart pour l'électronique, le collège Lasalle pour la mode, l'École de marine de Rimouski... En Ontario, les «community colleges» sont de vrais collèges professionnels.

1.3 - Diagnostic: insatisfaction généralisée à l'endroit des cégeps

Le fait est là, brutal, incontournable: 25 ans après leur création, les cégeps suscitent une profonde insatisfaction dans la population. Un récent sondage rapporte que 66 % des répondants souhaitent la modification des institutions collégiales en place depuis 1967. Ces résultats reflètent l'opinion de nos membres.

2.0 - CE QUE LES PARENTS RECHERCHENT

Les usagers-contribuables des institutions collégiales attendent un service personnalisé, de qualité et économique.

- **Un enseignement personnalisé**

Les parents et les usagers désirent une école à dimension humaine, qui assure un bon encadrement des élèves, qui crée une atmosphère propice à l'étude et, enfin, qui inculque une bonne discipline de travail.

- **Une formation de qualité**

Les parents désirent sans exception la meilleure formation possible pour leurs enfants.

- **Une formule économique**

L'école coûte trop cher aux yeux des contribuables. Les collèges? En 1991-92, le total de la subvention pour un élève d'un collège privé inscrit à l'enseignement régulier était de 3 850 \$. Ce même élève, dans un collège public, aurait coûté environ 8 000 \$.

C'est ainsi que les collèges privés, avec leurs quelque 20 000 élèves épargnent plus de 80 millions de dollars par année aux contribuables.

Force est donc de constater que ce sont les collèges privés qui satisfont le mieux à ces exigences des usagers-contribuables. La voie de l'avenir nous apparaît ainsi toute tracée d'avance: étendre à l'école publique les valeurs qui inspirent l'école privée. Reprivatiser, d'une certaine manière, les institutions collégiales.

3.0 - PISTE POUR L'AVENIR

Le Mouvement pour l'enseignement privé n'a pas la prétention de posséder la vérité infuse ni des solutions toutes faites. Par ailleurs, les sondages le démontrent régulièrement: si ce n'était des frais de scolarité, la moitié des parents choisirait l'école privée pour leur enfant.

Un enseignement collégial de qualité, conforme aux attentes diversifiées et élevées des parents et des usagers, suppose un retour aux valeurs qui animent le privé, soit l'autonomie des institutions et le libre choix des usagers.

L'autonomie des institutions et le libre choix seront des mots vides si on ne modifie pas le mode de financement actuel. Il faut donc penser à un mode de financement qui rende ce libre choix réel.

3.1 - L'autonomie des institutions

L'école québécoise au grand complet souffre de l'action uniformisatrice de la bureaucratie. Les cégeps en sont une belle illustration. C'est cette centralisation excessive qui est la cause première des principaux ratés de notre système scolaire.

À l'esprit de système et au monopole d'État, il faut opposer l'autonomie réelle des institutions scolaires les plus proches des individus. La règle est simple: le vrai responsable doit être, dans tous les cas, le plus proche possible du demandeur de services et c'est le demandeur lui-même qui doit sanctionner ses décisions. Il ne s'agit donc pas d'une simple décentralisation administrative, mais de redonner l'école aux usagers et aux directions locales.

Il faut que l'autorité réelle sur l'orientation et l'organisation pédagogiques se trouve dorénavant dans chaque collège, qu'il soit public ou privé.

3.2 - Le libre choix des usagers

Des collèges autonomes, cela signifie des collèges différents les uns des autres quant à l'orientation et à l'organisation de l'enseignement. Le corollaire, c'est l'existence d'une concurrence directe entre eux, encore une fois qu'ils soient publics ou privés. Il en découlera une grande diversité d'institutions.

C'est le choix de l'utilisateur qui deviendra la sanction ultime auprès de l'administration des collèges.

3.3 - Un mode de financement centré sur l'individu

Encore une fois, l'autonomie et le libre choix sont des mots vides de sens si on ne modifie pas le mode de financement actuel.

Le Mouvement pour l'enseignement privé propose, depuis 1985, la formule d'un «bon d'éducation». Selon cette formule, la subvention destinée à soutenir les études d'un individu est versée à l'individu lui-même et non directement à l'institution.

L'idée n'est pas nouvelle: beaucoup d'États américains, dont le Vermont, ont adopté le bon d'éducation depuis longtemps. Le candidat à des études collégiales demanderait donc à l'État un bon d'éducation émis à son nom. Ce financement de base, le même pour tous, servirait à payer une partie des frais d'inscription.

Le corollaire du bon d'éducation, c'est qu'il y aurait des frais de scolarité dans tous les collèges, privés ou publics. Et ces frais varieraient d'un collège à l'autre.

La conséquence directe de la formule du bon d'éducation, assortie de frais de scolarité dont une partie serait à la charge de l'usager, serait d'obliger les collèges à être plus responsables, plus performants et à répondre aux besoins de leur milieu. Leur survie ou leur développement dépendront directement, en effet, du jugement de la clientèle.

Cette formule constitue un formidable système de contrôle sur la qualité.

CONCLUSION

Interlocuteur de l'État depuis dix ans maintenant, le MEP espère que les élus tiendront compte de l'éclairage particulier apporté par les parents à la réalité des collèges. Notre position générale est beaucoup plus interrogative que revendicatrice.

Pour l'essentiel, notre position tient au principe suivant:

Quels que soient les moyens utilisés pour assurer un financement équitable pour tous les usagers, ce financement devra toujours être conséquent avec le respect de la liberté de choix des individus et l'imputabilité du fournisseur de services. Le juste soutien financier associé au choix de l'usager constitue encore la meilleure garantie de qualité de l'école, la meilleure évaluation de ceux qui la font.